

TÉLÉPHONIE MOBILE

La majorité des antennes relais de téléphonie mobile de Vigo ne possède pas de licence municipale.

La responsable de l'urbanisme a recensé 145 cas d'antennes relais, dont une grande partie sont illégales, mais elle sait que le chiffre réel est supérieur

Juanma Fuentes | 07/09/2007 |

Les protestations des riverains contre l'installation d'antennes relais de téléphonie mobile ont engendré des investigations par le Conseil Municipal sur toutes les installations du territoire communal.

Celles-ci ont fait l'objet d'un rapport rendu public hier par la responsable de l'urbanisme à la demande de la conseillère municipale Bloque Elena Maure qui préconise une paralysie de toute nouvelle concession de licence.



La responsable socialiste de l'urbanisme Carmela Silva a reconnu hier qu'il y a une très importante indiscipline dans ce domaine.

La preuve en est que le Conseil Municipal ne savait pas qu'il y avait en réalité autant d'antennes relais installées ; la seule donnée connue est celle traitée par les techniciens municipaux sont celles enregistrées au nombre de 145 et beaucoup d'entre-elles ne disposent pas de licence municipale en règle.

Eux aussi disent avec certitude que le chiffre réel est supérieur.

Ce qui a été de détonateur de ces investigations est depuis des mois la protestation que maintiennent les riverains de Couto Honorato pour empêcher la mise en place d'un nouveau site d'antennes relais dans cette zone de la ville. Outre ce groupe, cette association de riverains a reçu "d'innombrables soutiens d'autres associations de riverains des régions voisines qui sont contre la mise en place d'antennes relais de téléphonie mobile dans différents points de leur cité".

Les soupçons des riverains, et aussi des idylles nationalistes, est que l'on s'acheminerait vers " une perspective de régularisations sans recourir au décret municipal".

Alarme sociale

La crainte pour de possibles dommages causés par les antennes relais à la santé a produit " une forte alarme de sensibilisation sociale", estiment les nationalistes.

C'est pour cette raison qu'ils considèrent que le Conseil Municipal "doivent être extrêmement sensibles et vigilant aux sollicitations des demandes des habitants, et une demande des deux parties pour une action immédiate", spécialement dans le cas de Couto de san Honorato.

Cependant, le regroupement des associations de riverains a accepté la demande du PSOE de cesser son action en échange d'une paralysie provisoire d'octroi de nouvelles concessions de licences jusqu'à ce qu'on clarifie la situation.

Selon Según Silva, les opérateurs qui accomplissent les exigences du décret municipal ont tous les droits d'installer les antennes relais, ce pourquoi ces mesures de circonstances "ne seraient pas opportunes".

Au contraire, les socialistes et ceux du parti populaire ont accepté la demande de Maure "de prendre des mesures drastiques urgentes et opportunes afin de faire face à ce rapport non exhaustif".

Ce que le Conseil Municipal veut savoir est si les antennes relais qu'on prétend installer disposent d'une licence et si celles déjà installées se trouvent bien en situation légale.

En ce qui concerne celle de Couto de San Honorato, le délai légal de l'enquête publique pour présenter des observations est passé depuis le 28 août. Les techniciens étudient en ce moment le cahier des réclamations et postérieurement le Conseil Municipal prendra une décision. Carmela Silva a assuré hier que "le gouvernement a décidé de faire démanteler les antennes relais qui n'ont pas de licence si elles ne sont pas légalisées immédiatement", ceci afin de normaliser la situation.

L'actuelle conseillère municipale chargée de l'urbanisme a mené un débat avec son prédécesseur, le populaire José Manuel Figueroa. Ce dernier a assuré que son gouvernement a travaillé cette affaire en interne pour essayer d'y mettre de l'ordre.

"Ce que je ne mets pas en doute, néanmoins les opérateurs me disent que durant les dernières années personne n'a parlé de ces problèmes", a affirmé Silva.

"J'ai aussi vérifié qu'il existe des tas de dossiers et demandes en suspens pour prendre une décision. Je ne prétends culpabiliser personne mais les antennes relais nécessitent une réglementation forte et il c'est aspect que va résoudre le nouveau gouvernement ", il a conclu.

Favoriser des intérêts économiques

Plusieurs groupes de riverains touchés soulignent le non respect de la réglementation municipale, de la "mercantilisation", et la spéculation de grandes entreprises fabricants et acheteurs d'antennes, qui négocient ensuite avec les opérateurs de téléphonie mobile.

Il existe une alternative qui consisterait à placer un autre type d'antennes relais plus petit à faible puissance d'émission, mais cela obligerait les opérateurs à devoir augmenter le nombre d'installations, ce pourquoi il ne s'avère pas tellement rentable pour eux.

Manuel Piñeiro, président de l'association des riverains du centre de Valadares, a déclaré que les antennes relais sont maintenant installées tard le soir et qu'elles sont systématiquement camouflées (dissimulées) dans des structures afin de n'être pas perceptibles (visibles) par les piétons et les riverains.



[Antennes relais camouflées = Scandale Sanitaire \(le dossier\)](#)